



ÉDUK MEDIA

AOÛT 2026

Programme d'Éducation aux médias et à l'information

Évaluation quantitative et
qualitative de l'effet sur les
pratiques informationnelles au
Burundi, Cameroun, République
Centrafricaine, Tchad et Togo

RAPPORT AOÛT 2026

Programme d'Éducation aux médias et à l'information : évaluation quantitative et qualitative de l'effet sur les pratiques informationnelles au Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, Tchad et Togo



Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité



Ce rapport a été réalisé dans le cadre du projet de jumelage entre initiatives francophones de lutte contre les désordres de l'information, soutenu par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Il s'agit d'un projet entre le GRIP et l'ONG camerounaise Éduk-Média intitulé « Étudier et éduquer : bâtir nos défenses informationnelles ». Les analyses et conclusions présentées dans ce rapport relèvent de la seule responsabilité des auteur-e-s et ne sauraient en aucun cas être attribuées à l'OIF.

Points clés de l'étude

- **La désinformation est devenue un facteur de déstabilisation politique majeur en Afrique.** L'émergence des hypertrucages¹ (contenus audio, photo ou vidéo créés ou modifiés grâce à des techniques d'intelligence artificielle) marque un tournant dans les pratiques liées aux désordres informationnels. Ce fut notamment le cas au Cameroun lors des élections de 2025, où des contenus manipulés ont contribué à alimenter un climat de tension, dans un contexte sécuritaire déjà précaire². La vulnérabilité est accentuée par la viralité sur des plateformes comme *TikTok* et *WhatsApp*, ainsi que par le taux d'analphabétisme dans certains pays de l'étude (67 % en République Centrafricaine), rendant la population plus perméable aux manipulations visuelles et sonores.
- **L'Éducation aux médias et à l'information (EMI) est désormais perçue comme un « médicament social³ » et une compétence de survie.** Avant la formation, la compréhension de l'EMI était globalement faible parmi les participant·e·s. Après la formation, elle est considérée comme un instrument stratégique de protection citoyenne. Les bénéficiaires ne voient plus l'EMI comme un simple concept théorique, mais comme un outil de résilience nécessaire pour naviguer dans un espace informationnel flou.
- **Le passage de la théorie à la pratique se traduit par une appropriation des outils techniques de vérification.** L'étude montre un changement comportemental net : plus de 59 % des participant·e·s s'estiment désormais compétent·e·s pour analyser l'information. L'utilisation systématique de la recherche d'images inversée et des outils de vérification des faits est devenue un réflexe pour une majorité de formé·e·s. Plus important encore, 51 % se sentent désormais capables de rectifier activement une fausse information dans leur entourage.
- **L'engagement citoyen et l'essaimage sont les clés de la lutte contre les infox⁴.** Le modèle de formation de formateur·rice·s porte ses fruits : 58 % des participant·e·s partagent régulièrement leurs acquis⁵. Cet engagement dépasse le cadre numérique pour influencer la vie réelle ; en République Centrafricaine (RCA), des campagnes de sensibilisation ont permis d'alerter les autorités lors de tensions communautaires. L'EMI transforme ainsi les apprenant·e·s en « *sentinelles informationnelles*⁶ » au sein de leurs propres communautés.

1 « [Hypertrucage \(deepfake\) : comment se protéger et signaler les contenus illicites?](#) », CNIL, 3 février 2026.

2 « [Rapport sur les grandes tendances désinformationnelles et les narratifs électoraux au Cameroun](#) », ADISI-Cameroun, décembre 2025.

3 Entretien avec Muriel, enseignante, Cameroun, réalisé le 6 janvier 2026.

4 Quand on parle d'infox ici il s'agit d'une information mensongère, délibérément biaisée ou tronquée, diffusée afin d'influencer l'opinion publique.

5 Il s'agit des activités de restitution, réalisées dans des contextes formels (formations, établissements scolaires, associations) comme informels (échanges communautaires, familiaux, professionnels ou sur les réseaux sociaux).

6 Terme employé par un participant formé en RCA.

- **L'efficacité pédagogique repose sur des méthodes ludiques et une adaptation aux contextes locaux.** Pour réussir là où les discours magistraux échouent, l'utilisation d'outils interactifs, comme le jeu « *LUD'EMI*⁷ », les sketches ou les jeux de rôle est déterminante. De plus, dans les zones à faible connectivité, l'adaptation aux langues locales et l'usage des radios communautaires sont essentiels pour toucher les populations hors-ligne.
- **La pérennisation de ces acquis dépend de l'institutionnalisation et du soutien étatique.** Malgré des résultats positifs, des défis structurels subsistent : manque de financements et absence de suivi formel. L'étude conclut que pour transformer ces succès associatifs en changements durables, l'EMI doit être intégrée dans les programmes scolaires officiels et faire l'objet d'une coopération étroite entre l'État et la société civile.

7 « [LUD'EMI](#) », Éduk Média, consulté le 2 juillet 2026.

Table des matières

Introduction	1
♦ Encadré 1 : Qu'est-ce que l'Éducation aux médias et à l'information ?	2
♦ Tableau 1 : Paysage informationnel et vulnérabilités des pays de l'étude	2
1. Méthodologie	4
Collecte des données	4
Le questionnaire	4
♦ Tableau 2 : Répartition des questionnaires distribués et exploitables par pays	5
Les entretiens qualitatifs	6
Difficultés rencontrées	6
Limites de l'étude	7
2. Résultats	8
Compréhension de l'importance de l'EMI	8
♦ Graphique 1 : Compréhension par les participant·e·s de l'importance de l'EMI avant et après la formation	9
Changements des pratiques informationnelles et numériques	10
Appropriation des outils techniques de l'EMI	10
♦ Image 1 : Le plateau du jeu « LUD'EMI » développé par Éduk-Média	11
Engagement post-formation et impact organisationnel ou communautaire	11
♦ Graphique 2 : Nombre de participant·e·s ayant initié ou pas des activités EMI après la formation	12
Institutionnalisation, impacts et défis structurels	14
Perspectives et recommandations	15
Conclusion	17
Annexes	19

Introduction

La désinformation est considérée comme l'un des plus grands fléaux de notre siècle. Selon le rapport d'étude du Forum économique mondial⁸, la désinformation est un danger pour nos sociétés au même titre que les catastrophes naturelles ou les conflits armés. Selon *UN today*, le magazine officiel des fonctionnaires internationaux des Nations unies⁹, la prolifération de contenus trompeurs fragilise les fondements démocratiques, particulièrement lors des échéances électorales, et vise délibérément à fragiliser la solidité des institutions. Au-delà de la sphère politique, ces manipulations informationnelles mettent également en péril la sécurité et la santé des populations, comme on l'a vu pendant les élections de 2025 au Cameroun¹⁰ ou encore pendant la crise du COVID-19¹¹.

Avec son écosystème particulièrement vulnérable alliant une accélération de la pénétration d'internet et un faible niveau d'alphabétisation dans plusieurs régions, le continent africain n'échappe pas à cette réalité. Avec plus de 670 millions d'internautes pour la plupart jeunes¹², la consommation de l'information a radicalement muté avec l'arrivée des réseaux sociaux numériques (RSN). Les réseaux sociaux tels que *Facebook*, *TikTok* et les messageries privées comme *WhatsApp*, ont supplanté les médias traditionnels et les canaux étatiques, favorisant une horizontalité de l'information qui accélère la viralité des contenus non vérifiés. Les récentes guerres d'influence dans la région du Sahel, marquées par des campagnes de désinformation massives orchestrées par des puissances étrangères pour manipuler l'opinion publique, illustrent bien l'acuité de cette menace, selon le rapport de 2024 du *Centre d'études Stratégique de l'Afrique*¹³.

C'est dans ce contexte que l'Association camerounaise d'éducation aux médias (Éduk-Média¹⁴), organisation reconnue experte dans le domaine de l'EMI, a déployé un programme de formation en EMI dans cinq pays d'Afrique francophone dans lesquels elle est implantée et qui avaient des échéances électorales en 2025 : le Cameroun, le Togo, la RCA, le Tchad et le Burundi.

8 TV5 Monde, « [Comment la désinformation est devenue une menace majeure pour nos vies ?](#) », YouTube, 22 février 2026.

9 « [La désinformation, un fléau mondial sous-estimé](#) », *UN Today*, 18 juin 2026.

10 « [Rapport sur les grandes tendances désinformationnelles et les narratifs électoraux au Cameroun](#) », *loc. cit.*

11 MONNIER Angeliki, « [Covid-19 : de la pandémie à l'infodémie et la chasse aux fake news](#) », *Recherches et Éducat*ions, Hors-série, juillet 2020.

12 KAMDEM Chejdou, « [Chiffres Internet en Afrique 2025](#) », *H.C.M.*, 10 février 2025.

13 « [Cartographie de la vague de désinformation en Afrique](#) », *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, 1^{er} avril 2024.

14 « [Accueil](#) », Eduk-Média, consulté le 21 avril 2026.

Encadré 1 : Qu'est-ce que l'Éducation aux médias et à l'information ?

L'Éducation aux médias et à l'information (EMI) désigne l'ensemble des connaissances, compétences et attitudes qui permettent aux citoyens d'accéder à l'information, de l'analyser de manière critique, d'en évaluer la fiabilité et de produire ou partager des contenus de façon responsable. Promue notamment par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (*United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation* – UNESCO¹⁵), l'EMI vise à renforcer l'esprit critique face aux médias traditionnels, aux réseaux sociaux et aux contenus numériques. Elle se traduit concrètement par des activités telles que l'analyse de rumeurs et de fausses informations, la vérification des faits, la recherche inversée d'images, les débats sur les usages des réseaux sociaux, les jeux pédagogiques, les ateliers de création de contenus médiatiques (podcasts, vidéos, journaux scolaires), ainsi que les campagnes de sensibilisation contre la désinformation ou les discours de haine en ligne.

Le tableau ci-dessous synthétise le paysage informationnel des cinq pays étudiés :

Tableau 1 : Paysage informationnel et vulnérabilités des pays de l'étude

Pays	Taux d'alphabétisation (selon la Banque mondiale ¹⁶)	Pourcentage d'internautes en 2024 (selon la Banque mondiale ¹⁷)	Plateformes de messageries et RSN majeurs (Selon DataReportal 2026 ¹⁸)	Échéances électorales clés en 2025
Cameroun	73 %	46,26 %	Facebook, WhatsApp, TikTok	Présidentielles
Tchad	31 %	12,63 %	Facebook, WhatsApp	Sénatoriales/Législatives
RCA	33 %	13,78 %	Facebook, WhatsApp	Quadruple scrutin (Présidentiel, législatif, régional et municipal)
Burundi	71 %	8,6 %	WhatsApp,	Cycle électoral complet
Togo	73 %	39,48 %	WhatsApp, TikTok	Présidentielles/Municipales

Dans ces contextes nationaux différenciés, mais marqués par une vulnérabilité commune face aux désordres informationnels, l'EMI apparaît comme une réponse structurante. Elle développe

15 « [L'Alliance pour l'éducation aux médias et à l'information de l'UNESCO](#) », UNESCO, consulté le 18 juin 2026.

16 « [Taux d'alphabétisation, total des adultes \(% des personnes âgées de 15 ans et plus\) – Sub Saharan Africa](#) », Groupe de la Banque mondiale, consulté le 20 avril 2026.

17 « [Utilisateurs d'Internet \(% de la population\)](#) », Groupe de la Banque mondiale, consulté le 18 juin 2026.

18 « [Posts Tagged Africa](#) », Data Reportal, consulté le 26 juin 2026.

un ensemble de compétences permettant d'accéder à l'information, de l'analyser de manière critique, d'en évaluer la fiabilité et de produire des contenus de façon responsable. L'EMI vise à renforcer l'autonomie intellectuelle et la capacité de discernement des citoyen·ne·s.

Si les actions de formation conduites par Éduk-Média dans ces cinq pays s'inscrivent dans une dynamique croissante de promotion de l'EMI en Afrique, leur efficacité demeure encore insuffisamment documentée. Or, l'évaluation de ces initiatives est essentielle pour mesurer leur capacité à renforcer durablement les compétences des bénéficiaires et à favoriser des changements de comportements face aux désordres informationnels.

La problématique de cette étude s'articule donc autour de l'efficacité de ces actions de formation. Elle vise à analyser dans quelle mesure l'intervention en EMI permet une montée en compétences réelle chez les bénéficiaires dans la lutte contre la désinformation.

1. Méthodologie

Cette recherche a porté sur l'évaluation d'actions d'EMI mises en œuvre par l'association camerounaise Éduk-Média dans cinq pays d'Afrique francophone entre 2024 et 2025 : le Cameroun, le Burundi, la RCA, le Tchad et le Togo. L'approche stratégique d'Éduk-Média est fondée sur la formation de formateur·rice·s et de leaders communautaires. En identifiant ces acteur·rice·s clé·e·s (journalistes, enseignant·e·s, responsables associatifs et leaders d'opinion) dans chaque pays, Éduk-Média a cherché à créer un réseau de d'acteur·rice·s capables d'adapter les concepts de l'EMI aux contextes locaux et culturels spécifiques de leurs pays respectifs.

Les actions ayant fait l'objet de l'enquête reposent sur un dispositif combinant formation et sensibilisation. Les formations visaient à renforcer les compétences de relais locaux appelés à mener, par la suite, des activités de sensibilisation auprès de leurs communautés.

Les contenus de la formation des formateur·rice·s portaient notamment sur la compréhension de l'environnement informationnel, les enjeux et compétences de l'EMI, la lutte contre les désordres informationnels et les discours de haine en ligne, l'usage d'outils de vérification de l'information, le développement de l'esprit critique, ainsi que la conception et la mise en œuvre de projets d'EMI. En revanche, les actions de sensibilisation conduites sur le terrain ont fait l'objet d'adaptations locales, en fonction des contextes socioculturels de chaque pays.

L'étude a reposé sur une approche méthodologique mixte, combinant des données quantitatives recueillies à travers un questionnaire administré aux participant·e·s des formations en EMI et des données qualitatives issues d'entretiens individuels réalisés auprès d'acteur·rice·s impliqué·e·s dans la mise en œuvre d'actions d'EMI après la formation¹⁹. Les actions évaluées correspondent à plusieurs sessions de formation organisées entre 2024 et 2025 dans cinq pays d'Afrique francophone : le Cameroun, le Tchad, le Burundi, le Togo et la RCA. Au total, six sessions de formation ont été réalisées au Cameroun, deux au Tchad, deux au Burundi, une au Togo et une en RCA, principalement selon une approche de formation de formateur·rice·s destinée à renforcer les capacités des relais communautaires.

Collecte des données

L'étude repose sur une méthodologie mixte combinant des outils quantitatifs (questionnaires) et qualitatifs (entretiens semi-directifs), déployés dans les cinq pays choisis.

Le questionnaire

Un questionnaire structuré a été distribué de décembre 2025 à janvier 2026, à l'issue des activités de formation en EMI, qui ont eu lieu entre janvier 2025 et décembre 2025, auprès

¹⁹ La liste des personnes interrogées dans le cadre de ces entretiens individuels est disponible en annexe 1.

de participant·e·s ayant pris part aux sessions organisées par Éduk-Média dans les cinq pays concernés. Ces formations s'inscrivaient dans un dispositif de renforcement de capacités ciblant prioritairement des relais communautaires (enseignant·e·s, journalistes, responsables associatif·ve·s, leaders communautaires), identifié·e·s comme vecteurs de dissémination des compétences en EMI.

Au total, sur 306 questionnaires distribués, 286 exploitables ont été collectés, répartis comme suit : 105 au Cameroun, 85 au Tchad, 74 au Burundi, 13 au Togo et 9 en RCA. Ces écarts s'expliquent par la taille des cohortes formées dans chaque pays ainsi que le nombre de sessions réalisées. Pour exemple, une seule session de formation de formateur·rice·s a été réalisée en RCA et au Togo, ce qui explique le nombre de répondant·e·s au questionnaire. Le tableau suivant présente la répartition des questionnaires administrés et du nombre de questionnaires retenus pour l'analyse, par pays.

Tableau 2 : Répartition des questionnaires distribués et exploitables par pays

Pays	Questionnaires distribués	Questionnaires exploitables	Taux d'exploitation
Cameroun	110	105	95,5 %
Tchad	90	85	94,4 %
Burundi	80	74	92,5 %
Togo	16	13	81,3 %
République centrafricaine	10	9	90,0 %
Total	306	286	93,5 %

Le questionnaire comportait plusieurs sections portant sur²⁰ :

1. la compréhension de l'EMI et de la désinformation avant et après la formation ;
2. les pratiques informationnelles et numériques ;
3. l'usage des outils de vérification ;
4. l'engagement post-formation (partage, sensibilisation, actions menées) ;
5. l'évaluation globale des formations.

Bien que les jeunes constituent un public cible prioritaire des actions d'Éduk-Média, ils sont restés faiblement représentés parmi les répondant·e·s, au profit d'adultes engagé·e·s dans des fonctions de médiation ou d'encadrement. Cette situation s'explique par l'orientation stratégique des formations, centrée sur une approche de « *formation de formateur·rice·s* ».

²⁰ Un exemple du questionnaire distribué est disponible en annexe 2.

Toutefois, elle constitue une limite importante de l'étude en termes de représentativité des publics directement exposés aux dynamiques numériques.

Les entretiens qualitatifs

En complément du questionnaire, dix entretiens semi-directifs ont été réalisés en janvier 2026 dans quatre pays de l'étude (Cameroun, Burundi, RCA, Togo et Tchad). Ces entretiens ont été conduits auprès de deux catégories d'acteur·rice·s :

- des formateur·rice·s EMI formé·e·s par Éduk-Média ;
- des représentant·e·s d'autorités publiques impliquées dans les questions éducatives ou numériques et ayant été impliqué·e·s dans l'organisation des formations.

Le choix de ces profils repose sur leur position stratégique dans la mise en œuvre, la diffusion et l'institutionnalisation des actions d'EMI. L'objectif était de croiser des perspectives opérationnelles, institutionnelles et pédagogiques. La liste détaillée des personnes (prénom, fonction, pays, rôle et justification de leur sélection) est présentée dans l'annexe 1.

Dans le corps du texte, les *verbatim*s sont attribués aux participant·e·s en mentionnant leur prénom, fonction et leur pays, permettant ainsi de contextualiser les propos sans compromettre leur anonymat.

Les entretiens ont été enregistrés avec l'accord des participant·e·s, puis retranscrits et analysés de manière thématique. Afin de garantir la liberté de parole, les propos sont restitués sous forme anonymisée ou semi-anonymisée (prénom, fonction et pays), conformément aux pratiques en sciences sociales.

Le nombre relativement restreint d'entretiens s'explique par une volonté d'approfondissement qualitatif, mais constitue également une limite en termes de représentativité des points de vue recueillis.

Difficultés rencontrées

La mise en œuvre du dispositif de collecte a été confrontée à plusieurs contraintes. Sur le plan logistique, les conditions d'accès à certains terrains, notamment en RCA, ont limité la portée de l'enquête. Des difficultés liées à la connectivité, à la disponibilité des participant·e·s ou encore à la maîtrise des outils numériques ont également affecté la collecte des données. Ces contraintes expliquent également les écarts observés dans le nombre de questionnaires recueillis selon les pays. En RCA et au Togo, les effectifs plus faibles ne traduisent pas un moindre intérêt pour l'étude, mais reflètent principalement le nombre limité de sessions de formation organisées dans ces pays, ainsi que la taille réduite du nombre de participant·e·s. En RCA, ces facteurs ont été renforcés par un contexte sécuritaire et logistique plus contraignant, rendant l'accès aux participant·e·s plus difficile.

Limites de l'étude

Plusieurs limites doivent être prises en compte dans l'interprétation des résultats. D'une part, le recours à l'auto-évaluation dans les questionnaires peut introduire des biais déclaratifs, notamment une surestimation des compétences acquises. D'autre part, la surreprésentation d'adultes relais au détriment des jeunes limite la portée des conclusions concernant les publics les plus exposés aux usages numériques.

En outre, les écarts de taille d'échantillon entre les pays rendent les comparaisons délicates et invitent à une lecture contextualisée des résultats. Enfin, l'étude se concentre principalement sur les effets déclarés à court terme des actions d'EMI, sans permettre d'évaluer leur impact sur le long terme.

2. Résultats

L'étude s'appuie sur un échantillon de 286 participant·e·s ayant pris part aux actions d'EMI dans les cinq pays concernés. La répartition par genre montre une prédominance masculine avec 178 hommes pour 108 femmes. Sur le plan générationnel, l'échantillon est essentiellement composé d'adultes de plus de 30 ans (186 participant·e·s), tandis que la tranche des jeunes est restée moins représentée avec 3 participant·e·s de 15 à 18 ans et 97 participant·e·s de 19 à 30 ans.

Afin d'approfondir ces données quantitatives, une série de douze entretiens semi-directifs a été conduite par les coordinateur·rice·s des antennes nationales d'Éduk-Média.

Dans cette analyse, les données qualitatives sont mobilisées en complément des données quantitatives afin d'enrichir l'interprétation des résultats statistiques et d'en approfondir la compréhension. Alors que les données issues du questionnaire permettent d'identifier des tendances générales et des évolutions mesurables des actions d'EMI d'Éduk-Média, les entretiens offrent un éclairage plus fin sur les mécanismes à l'œuvre derrière ces évolutions. Ils permettent notamment de contextualiser les chiffres, en donnant accès aux expériences vécues, aux représentations et aux logiques d'action des participant·e·s.

Les *verbatim* recueillis jouent ainsi un rôle central dans l'analyse, en documentant concrètement le passage de la connaissance théorique acquise lors des formations à sa mise en pratique dans les contextes professionnels, sociaux ou communautaires. Ils permettent également de mettre en évidence les facteurs facilitant ou freinant cette appropriation, en révélant notamment des résistances socioculturelles, institutionnelles ou liées aux usages numériques, qui varient selon les contextes nationaux. Cette articulation entre données quantitatives et qualitatives contribue ainsi à une compréhension plus nuancée et située des effets des actions d'EMI.

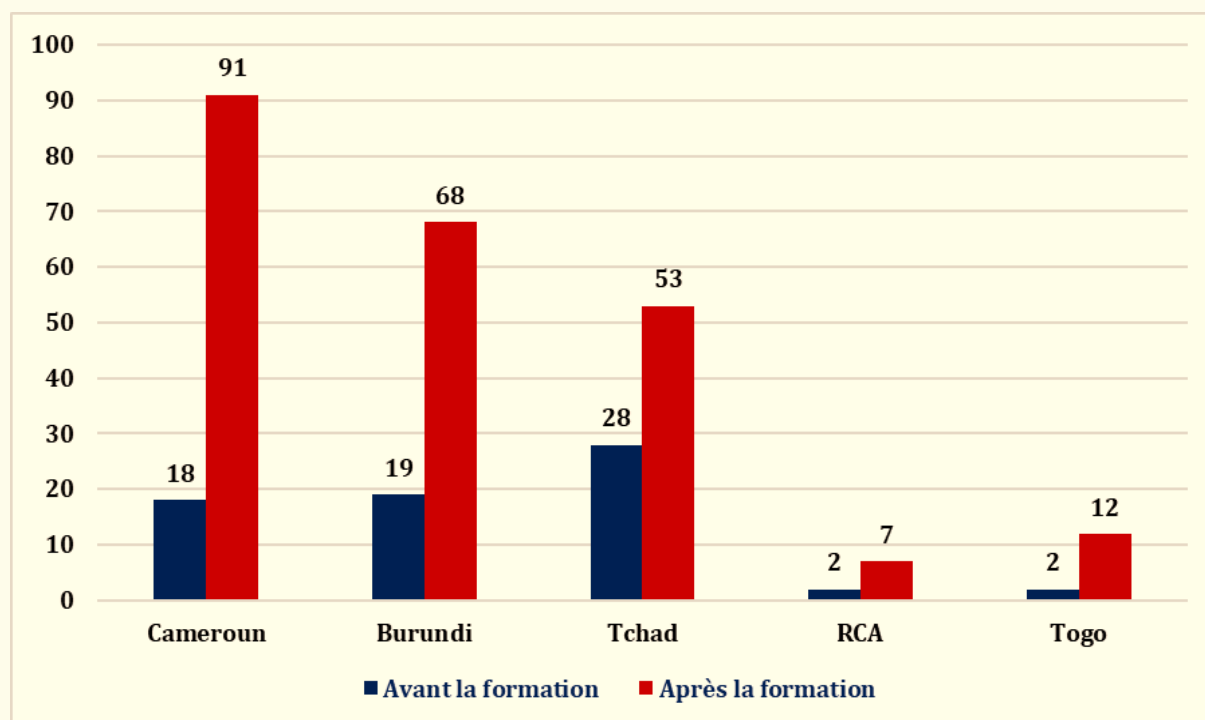
Compréhension de l'importance de l'EMI

Les participant·e·s ont été invité·e·s à comparer la perception qu'ils-elles avaient de l'importance de l'EMI avant la formation, de celle qu'ils-elles ont eu après avoir participé à la formation ou la sensibilisation en EMI. Il était, par exemple, question de savoir s'ils-elles avaient une bonne compréhension de ce qu'est l'EMI avant la formation. Il leur a aussi été demandé si après la formation ils-elles se sentaient mieux informé·e·s sur l'importance de l'EMI.

L'analyse des données quantitatives révèle une évolution positive dans la perception de l'importance de l'EMI chez les participant·e·s aux formations ou aux campagnes de sensibilisation. En effet, 107 répondant·e·s (37,4 %) ont déclaré avoir une compréhension quasi nulle de ce qu'est l'EMI avant la formation. À l'issue des activités de formation ou de sensibilisation, cette perception s'est inversée : 171 participant·e·s (59,8 %) ont déclaré avoir une bonne compréhension de ce qu'est l'EMI. Plus encore, 232 (81 %) participant·e·s se sont senti·e·s mieux informé·e·s sur l'importance de l'EMI.

Cette évolution positive de la perception de l'importance de l'EMI chez la quasi-totalité des participant-e-s et ce, peu importe le pays, peut indiquer l'efficacité des activités mises en place.

Graphique 1 : Compréhension par les participant-e-s de l'importance de l'EMI avant et après la formation



Les entretiens montrent aussi que les acteur·rice·s considèrent désormais l'EMI comme un instrument stratégique de protection sociale et citoyenne, indispensable dans des contextes souvent marqués par des crises informationnelles et des tensions sociales. Les cas de Muriel et Alexandre, tous·tes deux ayant bénéficié d'une formation en EMI et qui ont par la suite mené des sensibilisations en EMI en sont un bon exemple.

«L'EMI agit comme une forme de “médicament” social. Une personne formée à l'EMI saura adopter des stratégies pour prendre du recul.» **Muriel, enseignante, Cameroun**²¹

«L'EMI permet de comprendre comment traiter l'information diffusée par les médias, comment la vérifier, mais aussi comment produire et diffuser des contenus de manière responsable.» **Alexandre, formateur, Burundi**²²

²¹ Entretien avec Muriel, enseignante, Cameroun, réalisé le 6 janvier 2026.

²² Entretien avec Alexandre, formateur, Burundi, réalisé le 13 janvier 2026.

Changements des pratiques informationnelles et numériques

Les données recueillies auprès des participant·e·s mettent en évidence des changements significatifs dans les pratiques informationnelles des participant·e·s à la suite des actions d'EMI. Une majorité des répondant·e·s (174, soit 60,84 %) affirme que la formation les a encouragés à diversifier leurs sources d'information. Cette tendance est particulièrement marquée au Burundi (72,97 %) et au Cameroun (63,81 %). Plus encore, une large majorité des participant·e·s (246 participant·e·s, soit 86 %) ont signalé qu'ils-elles vérifient désormais systématiquement les informations avant de les partager.

Ces changements de pratiques après la formation indiquent un impact positif produit par les activités d'EMI sur les participant·e·s. En RCA et au Burundi, les entretiens soulignent que cette progression n'est pas seulement l'acquisition d'un savoir, mais une véritable déconstruction des habitudes. Alexandre (Burundi), qui a bénéficié d'une formation de formateur·rice en EMI et qui a ensuite à son tour formé des journalistes, observe que cette formation a impacté directement leurs pratiques : « *Avant nos formations, certain·e·s journalistes propageaient des fausses informations. Après avoir été formé·e·s, ils-elles sont mieux outillé·e·s et savent vérifier²³* ». De plus, 59,8 % des participant·e·s déclarent être monté·e·s en compétence dans l'analyse de flux informationnels.

Appropriation des outils techniques de l'EMI

L'un des bénéfices les plus visibles de la formation reste la maîtrise des outils techniques de recherche d'images inversée et de vérification des faits. Les formations comportent un module spécifiquement consacré aux techniques de vérification de l'information. Les participant·e·s sont initié·e·s à l'utilisation d'outils de recherche d'images inversée (*Google Lens*, *Google Images*), de vérification des contenus audiovisuels (*InVID-WeVerify*). À travers des exercices pratiques fondés sur des cas réels de désinformation, ils-elles apprennent à authentifier des images et des vidéos, à identifier les manipulations numériques, à retrouver la source originale d'un contenu et à adopter des réflexes de vérification avant tout partage d'information. En effet, 126 participant·e·s affirment maintenant utiliser systématiquement des outils de vérification d'images (*Google Lens*, *Google Images*, *InVID*). Avec cette maîtrise des outils, 147 participant·e·s (soit, 51,4 %) se sentent « *tout à fait capables* » de rectifier une fausse information autour d'eux-elles.

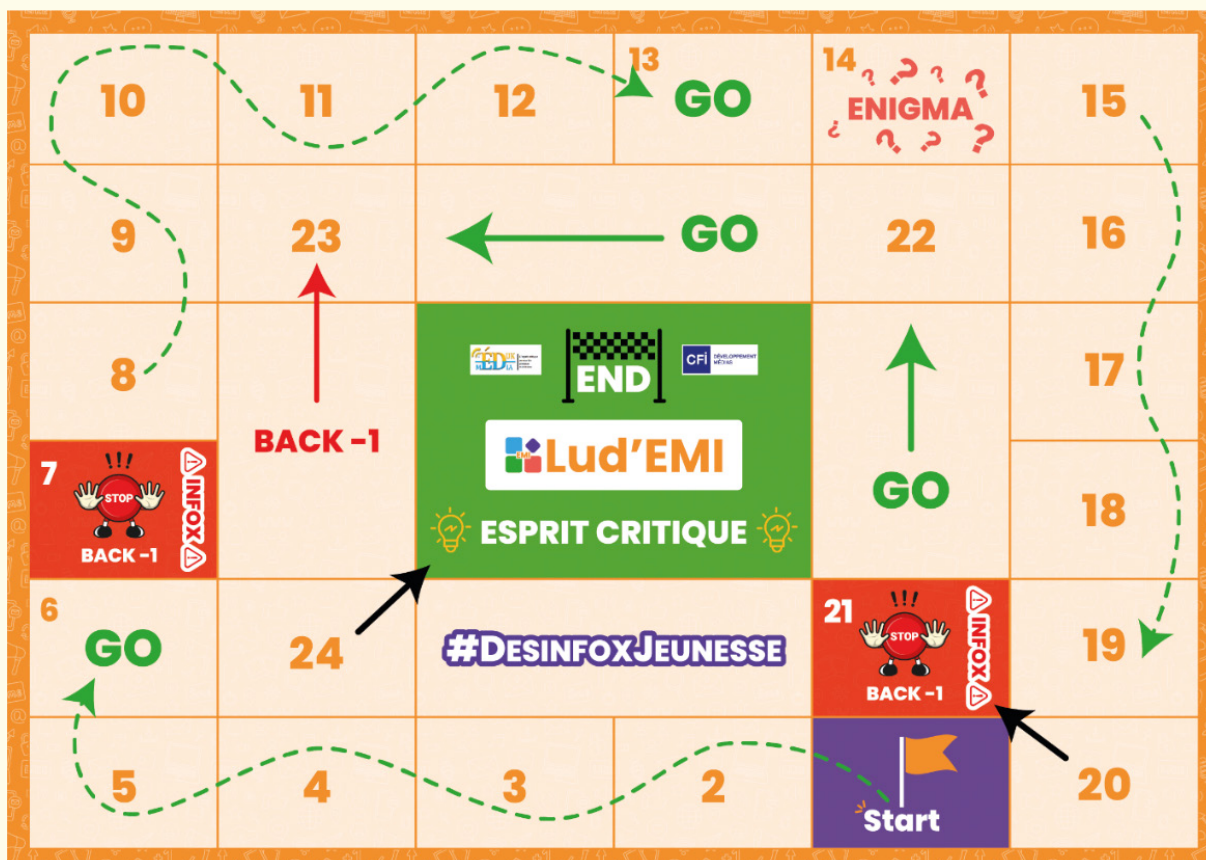
Aussi, les participant·e·s adoptent de plus en plus une posture critique. L'utilisation de ressources développées par Éduk-Media comme le « *LUD'EMI*²⁴ » semble permettre de développer les réflexes de vérification chez les apprenant·e·s. Les propos recueillis chez Muriel, enseignante (Cameroun), qui utilise le jeu « *LUD'EMI* » lors des sensibilisations qu'elle fait auprès de jeunes élèves au lycée après avoir elle-même bénéficié d'une formation en EMI,

²³ Ibid.

²⁴ Le LUD'EMI, un jeu d'EMI développé par Eduk-Media, a été utilisé systématiquement dans toutes les formations dans les cinq pays et mis à disposition des formateur·ice·s dans le cadre des activités de sensibilisation.

illustre cette idée : « Je teste mes apprenant·e·s en simulant des erreurs. Ils-elles réagissent immédiatement en disant : “Madame, ça c’est de la désinformation²⁵” ». Ce croisement de données suggère que l’activité d’EMI a réussi à instaurer des réflexes cognitifs et l’éveil de l’esprit critique chez les apprenant·e·s.

Image 1 : Le plateau du jeu « LUD’EMI » développé par Éduk-Média

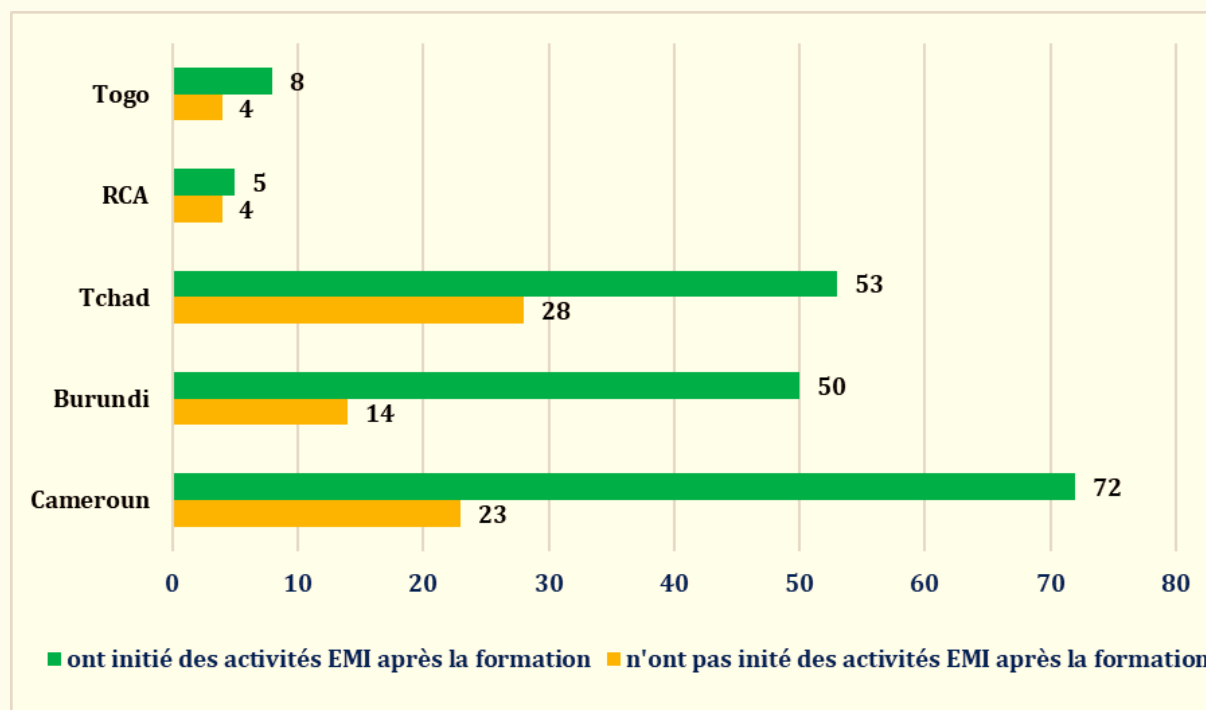


Engagement post-formation et impact organisationnel ou communautaire

Les données de l’enquête montrent un engagement citoyen très élevé : 73 % des participant·e·s ont initié des actions d’EMI après la formation, générant un effet d’entraînement qui a pu se matérialiser par la mise en place de 274 actions concrètes de sensibilisation ou de formation à l’endroit des jeunes de leurs communautés. Une majorité des participant·e·s déclare avoir partagé les connaissances EMI acquises avec d’autres personnes, certains de façon occasionnelle, et d’autres de façon régulière. Le Cameroun et le Tchad se distinguent par une proportion particulièrement importante d’engagement post-formation.

²⁵ Entretien avec Muriel, enseignante, Cameroun, réalisé le 6 janvier 2026.

Graphique 2 : Nombre de participant-e-s ayant initié ou pas des activités EMI après la formation



Les résultats ont également montré que la « *sensibilisation des internautes* » (155 actions) sur les réseaux sociaux est l'activité prédominante que les participant-e-s ont déclaré avoir organisé après la formation.

Les entretiens mettent en évidence que les formations en EMI peuvent produire des effets qui dépassent le simple partage de connaissances pour contribuer à la prévention et à la gestion de crises communautaires. L'exemple de l'attaque de l'église Notre-Dame de Fatima en RCA²⁶ illustre cette dynamique. Survenu dans un contexte de fortes tensions intercommunautaires, cet événement a été accompagné d'une circulation rapide de rumeurs, de fausses informations et de discours de haine sur les réseaux sociaux, alimentant la peur, la confusion et les risques d'escalade des violences.

Selon les personnes interrogées, les compétences acquises lors des formations en EMI ont permis aux participant-e-s d'adopter une posture de vigilance face aux risques de désinformation susceptibles d'accompagner des situations de crise. Si l'attaque de l'église Notre-Dame de Fatima en 2014 constitue un exemple des effets que peuvent produire les rumeurs, les fausses informations et les discours de haine dans un contexte sécuritaire centrafricain sensible, les personnes interrogées expliquent que les formations dispensées leur ont fourni des outils leur permettant de mieux anticiper et gérer d'éventuelles situations similaires. Elles indiquent mobiliser désormais les techniques de veille informationnelle, de vérification des contenus et de sensibilisation des communautés afin de limiter la

26 « [République centrafricaine : Il faut que justice soit rendue pour le massacre de 2014](#) », Human Rights Watch, 30 mai 2024.

propagation de fausses informations et de prévenir de nouveaux épisodes de tensions sécuritaires.

Comme l'explique Rosemont Zouké, formateur EMI d'Éduk-Média en RCA : « *Grâce à nos campagnes de sensibilisation en ligne, nous avons pu alerter les autorités et contribuer à la maîtrise de certaines situations*²⁷ ». Concrètement, cette contribution s'est traduite, d'une part, par l'identification et le démenti de discours de haine susceptibles d'exacerber les tensions et, d'autre part, par la transmission aux autorités d'informations fiables sur la localisation et la nature des tensions émergentes, facilitant ainsi une intervention plus rapide. Ce témoignage illustre que les formations en EMI ne renforcent pas uniquement les compétences individuelles de vérification de l'information, mais favorisent également l'émergence de citoyen·ne·s capables d'agir comme des relais d'information fiables et des acteur·rice·s de prévention des conflits, au sein de leurs communautés. Dans ce contexte, l'EMI apparaît comme un levier de résilience sociale, contribuant à atténuer les effets de la désinformation sur les dynamiques de violence.

De même, une large majorité des répondant·e·s (94,06 %) indique avoir initié ou renforcé des actions de lutte contre la désinformation après la formation. Les formes d'actions sont variées, mais dominées par des activités de sensibilisation des internautes, de dénonciation de la désinformation et de production de contenus (textes ou vidéos). Ces résultats traduisent un passage de la formation à l'action.

Les formateur·rice·s privilégient une approche participative et interactive, mettant l'accent sur l'engagement des apprenant·e·s et l'adaptation aux réalités locales. L'utilisation d'outils ludiques, tels que le « *LUD'EMI* », les sketches, le *brainstorming* et les ateliers pratiques favorisent l'appropriation et le réinvestissement des connaissances. En effet, ces approches participatives s'inscrivent dans une logique d'apprentissage actif, où les apprenant·e·s sont directement impliqué·e·s dans la construction de leurs savoirs. À ce titre les travaux des chercheur·se·s universitaires canadien·ne·s, spécialisé·e·s dans les technologies éducatives, Louise Sauvé, Lise Renaud et Mathieu Gauvin²⁸, soulignent que les jeux pédagogiques ont des effets significatifs sur plusieurs dimensions de l'apprentissage, notamment le développement des habiletés de coopération, de communication et de relations humaines, ainsi que sur la motivation, la structuration et l'intégration des connaissances, sans oublier le renforcement des compétences en résolution de problèmes. Dans le cadre des actions d'EMI, ces outils contribuent ainsi à transformer les apprentissages théoriques en expériences concrètes, facilitant leur appropriation durable par les participant·e·s.

27 Entretien avec Rosemont Zouké, formateur, Burundi, réalisé le 14 janvier 2026.

28 SAUVÉ Louise, RENAUD Lise et GAUVIN Mathieu, « [Une analyse des écrits sur les impacts du jeu sur l'apprentissage](#) », *Revue des sciences de l'éducation*, Volume 33, numéro 1, 2007, p. 89-107.

« Nous privilégions une approche participative. Nos formations ne sont pas magistrales : nous faisons participer les apprenant·e·s, les amenons à réfléchir par eux-mêmes et à proposer des solutions professionnelles²⁹. » **Alexandre, Formateur EMI, Éduk-Média Burundi**

« Nous utilisons principalement le brainstorming, le tour de table et les jeux de rôle. Nous avons le “LUD’EMI”, des sketches et des exposés qui permettent aux jeunes de donner librement leur avis³⁰. » **Nadine, Directrice d’un Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes au Cameroun**

L’adaptation aux contextes ruraux ou hors-ligne est également centrale. Les radios communautaires, cafés médias et dialogues en langue locale permettent de toucher des populations non connectées à Internet :

« La majorité de la population centrafricaine n’a pas accès à Internet, raison pour laquelle nous utilisons les radios communautaires et des dialogues communautaires en langue locale, notamment en sango³¹. » **Vener, Formateur EMI, Éduk-Média RCA**

Le ciblage de leaders locaux et femmes influentes vise à produire un effet multiplicateur sur la diffusion des pratiques d’EMI :

« Nous avons organisé un séminaire-atelier destiné aux femmes leaders, certaines ayant été victimes de désinformation genrée. L’objectif était de les outiller afin qu’elles deviennent, à leur tour, des actrices de la lutte contre la désinformation³². » **Vener, Formateur EMI, Éduk-Média RCA**

L’impact organisationnel apparaît également significatif. Parmi les participant·e·s membres d’une organisation, une majorité (73,08 %) affirme avoir intégré l’EMI dans leurs pratiques professionnelles ou institutionnelles, soit par l’initiation d’activités spécifiques, soit par la sensibilisation des membres. Le Tchad (85,89 %), le Cameroun (69,52 %) et le Burundi (67,57 %) présentent les niveaux d’intégration les plus élevés, tandis que le Togo (61,54 %) et la RCA (55,56 %) montrent des dynamiques plus basses, en lien avec la taille réduite des échantillons.

Institutionnalisation, impacts et défis structurels

Les résultats des entretiens suggèrent que les activités d’EMI des associations peuvent avoir un impact immédiat significatif, mais que leur pérennisation dépend de l’intégration institutionnelle et de la disponibilité de ressources.

29 Entretien avec Alexandre, Formateur, Burundi, réalisé le 13 janvier 2026.

30 Entretien avec Nadine, Directrice d’un Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes, Cameroun, réalisé le 16 janvier 2026.

31 Entretien avec Vener, Formateur, RCA, réalisé le 9 janvier 2026.

32 Ibid.

« Le ministère de la Jeunesse perçoit l'EMI comme une réelle opportunité. L'État seul ne saurait tout faire, le rôle des associations est complémentaire ; elles doivent être des relais des stratégies sectorielles³³. » **Responsable du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, Cameroun**

De même, selon un responsable d'une administration togolaise, « les associations de la société civile jouent un rôle de proximité en sensibilisant directement les jeunes et les communautés, là où les institutions formelles n'ont pas toujours un accès direct³⁴ ».

La reconnaissance de l'expertise associative par les institutions éducatives renforce la légitimité et l'appropriation locale :

« Éduk-Média a bénéficié de notre cadre environnemental pour mener ses activités. Nos enseignant·e·s ont été mis à disposition pour des formations et nous avons participé aux travaux de validation d'un guide en EMI³⁵. » **Proviseur d'un lycée au Cameroun.**

Les contraintes financières et logistiques restent donc un frein majeur :

« L'impact est réel, mais encore limité. Une grande partie de la population cible n'a pas encore été touchée, notamment à cause du manque de ressources. Concernant le suivi post-formation, nous n'avons pas encore mis en place de mécanisme formel³⁶. » **Alexandre, Formateur EMI, Éduk-Média Burundi**

Perspectives et recommandations

Les personnes interrogées lors des entretiens proposent une intégration formelle de l'EMI dans les programmes scolaires et universitaires, afin qu'elle ne soit plus une activité facultative ou ponctuelle, mais une compétence transversale évaluée. Selon une autorité publique togolaise « notre institution prévoit d'intégrer davantage l'EMI dans les programmes éducatifs et les plans de formation pour les jeunes et les enseignant·e·s³⁷ ». Cette volonté de structuration s'accompagne de propositions concrètes visant à créer un écosystème éducatif global, comme le souligne le **Proviseur d'un lycée au Cameroun** :

« Nous proposons de mettre sur pied des émissions à la télévision, et d'instituer des clubs EMI dans tous les établissements d'enseignements secondaires, maternels, primaires et universitaires³⁸. »

33 Entretien avec un Responsable du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, Cameroun, réalisé le 29 janvier 2026.

34 Entretien avec un Responsable d'une administration, Togo, réalisé le 23 janvier 2026.

35 Entretien avec un Proviseur, Cameroun, réalisé le 23 janvier 2026.

36 Entretien avec Alexandre, formateur, Burundi, réalisé le 13 janvier 2026.

37 Entretien avec un Responsable d'administration, Togo, réalisé le 23 janvier 2026.

38 Entretien avec un Proviseur, Cameroun, réalisé le 23 janvier 2026.

Au-delà des structures formelles, l'engagement des jeunes eux-mêmes est considéré comme la clé de voûte de cette pérennisation. Pour **Mélance (formateur EMI, Éduk-Média Burundi)**, l'EMI doit devenir une culture partagée plutôt qu'un simple enseignement subi :

« Aux jeunes, je recommande de s'approprier l'EMI comme un bouclier face aux dérives du numérique. Une mobilisation collective permettra à l'EMI de prendre toute son ampleur³⁹. »

³⁹ Entretien avec Mélance, formateur, Burundi, réalisé le 17 janvier 2026.

Conclusion

Les résultats de cette étude suggèrent une évolution des compétences des participant·e·s en matière d'EMI, notamment en ce qui concerne l'analyse critique de l'information, la vérification des sources et l'adoption de pratiques plus responsables dans le partage des contenus. Cette progression repose principalement sur des données d'auto-évaluation à l'issue des formations : la majorité (72,02 %) des participant·e·s utilisent davantage les outils de vérification, diversifient leurs sources (83,57 %) et adoptent un comportement citoyen responsable (75,17 %), après avoir participé à une activité de formation ou sensibilisation en EMI. Ces données rejoignent l'analyse de Brigitte Marlier⁴⁰, ingénieure française de la formation et spécialisée dans la pédagogie et l'apprentissage des enfants, qui souligne que l'éducation aux médias favorise l'esprit critique et la capacité à gérer l'information.

Les enquêtes réalisées illustrent également un réinvestissement actif des compétences acquises lors des activités d'EMI dans la vie professionnelle et communautaire.

Les résultats confirment aussi que l'utilisation d'approches participatives et ludiques favorise l'appropriation. L'utilisation du « *LUD'EMI* », des sketchs et des ateliers pratiques est cohérente avec les recommandations internationales sur l'apprentissage actif en EMI comme cela a été fait par Kellner Douglas et Jeff Share en 2005⁴¹, deux chercheurs américains qui ont posé les bases théoriques de ce que doit être un apprentissage actif et engagé face aux flux informationnels.

L'adaptation aux réalités locales, notamment l'usage des radios communautaires en RCA, illustre l'importance de la flexibilité pédagogique pour atteindre des populations non connectées.

Les résultats des entretiens révèlent des contraintes récurrentes, telles que le manque de financements, le faible suivi post-formation et la résistance de certains acteurs (parents, administrations).

Toutefois, l'expérience du Cameroun montre que la coopération entre les pouvoirs publics et les acteur·rice·s de l'EMI constitue un levier essentiel pour renforcer les politiques de prévention de la désinformation. Cette collaboration s'est traduite par l'implication d'administrations publiques, notamment du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, du ministère des Enseignements secondaires et de plusieurs établissements scolaires, dans l'organisation des formations, la validation de ressources pédagogiques et la mobilisation des participant·e·s. Les entretiens réalisés mettent en évidence une reconnaissance progressive de l'importance de l'EMI, et l'expertise des organisations de la société civile, dont les approches pédagogiques

40 MARLIER Brigitte, « [Éducation aux médias et développement de l'esprit critique](#) », *Éducation et socialisation*, 18 | 2002, p. 201-208.

41 DOUGLAS Kellner et SHARE Jeff, « [Toward Critical Media Literacy: Core concepts, debates, organizations, and policy](#) », *Discourse: studies in the cultural politics of education*, Vol. 26, N° 3, septembre 2005, p. 369-386.

viennent compléter l'action publique en touchant des publics souvent difficiles d'accès et, en expérimentant des méthodes innovantes. Cette complémentarité favorise non seulement une meilleure diffusion des compétences en EMI, mais crée également des conditions propices à une institutionnalisation progressive de ces apprentissages dans les politiques éducatives nationales. À plus long terme, un tel partenariat pourrait contribuer à l'intégration de l'EMI dans les *curricula* scolaires, à la formation continue des enseignant·e·s et à la mise en place de dispositifs permanents de sensibilisation adaptés aux usages numériques des citoyen·ne·s.

Annexes

Annexe 1 : Profil des personnes interrogées dans le cadre des entretiens qualitatifs

Code/ Prénom	Fonction	Type d'acteur	Pays	Rôle	Justification de la sélection	Date de l'entretien
Muriel	Enseignante	Actrice éducative	Cameroun	Mise en œuvre pédagogique de l'EMI en milieu scolaire	Témoignage sur l'intégra- tion de l'EMI en classe	6 janvier 2026
Alexandre	Formateur	Acteur opé- rationnel	Burundi	Formation de relais commu- nautaires	Retour d'ex- périence sur les pratiques de formation	13 janvier 2026
Vener	Formateur	Acteur opé- rationnel	RCA	Sensibilisation en zones à faible connectivité	Adaptation des outils EMI en contexte rural	9 janvier 2026
Nadine	Directrice de centre	Actrice ins- titutionnelle local	Cameroun	Encadrement des jeunes et dif- fusion de l'EMI	Perspective sur l'appro- priation par les jeunes	16 janvier 2026
Séverin	Formateur	Acteur opé- rationnel	RCA	Animation d'acti- vités EMI	Identification des résis- tances socio- culturelles	19 janvier 2026
Mélance	Formateur	Acteur opé- rationnel	Burundi	Sensibilisation communautaire	Vision sur l'engagement des jeunes	17 janvier 2026
Rosemont Zouké	Formateur	Acteur opé- rationnel	RCA	Intervention en contexte de crise informationnelle	Analyse du rôle de l'EMI en situation de tension	14 janvier 2026
Respon- sable (ano- nyme)	Cadre insti- tutionnel	Autorité publique	Cameroun	Supervision des politiques jeu- nesse/éducation	Vision institu- tionnelle de l'EMI	29 janvier 2026
Proviseur (anonyme)	Chef d'éta- blissement	Acteur édu- catif	Cameroun	Appui à l'intégra- tion de l'EMI en milieu scolaire	Perspective sur l'institu- tionnalisation	23 janvier 2026
Respon- sable (ano- nyme)	Respon- sable d'ad- ministration	Autorité publique	Togo	Supervision des politiques jeu- nesse/éducation	Vision institu- tionnelle de l'EMI	23 janvier 2026

Annexe 2 : Questionnaire adressé aux participant·e·s aux formations en EMI organisées par Éduk-Média

Objectif : Évaluer l'impact des formations en Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) sur les pratiques médiatiques et numériques des jeunes dans les pays francophones ciblés.

Consignes pour le·la participant·e : Nous réalisons une étude sur l'impact des formations en Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) sur les pratiques numériques et médiatiques des jeunes. Votre avis est précieux! Merci de répondre à ce questionnaire en cochant la case qui correspond le mieux à votre situation. Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. **Toutes vos réponses resteront confidentielles et anonymes.**

Section 1 : Informations Générales

N°	Question	Choix de réponses possibles
1	Dans quel pays avez-vous participé à la formation en EMI?	☐ Tchad ☐ Cameroun ☐ Togo ☐ Burundi ☐ RCA (République Centrafricaine) ☐ Côte d'Ivoire ☐ France
2	Quel est votre sexe?	☐ Féminin ☐ Masculin ☐ Autre/Ne souhaite pas répondre
3	Quelle est votre tranche d'âge?	☐ 15-18 ans ☐ 19-24 ans ☐ 25-30 ans ☐ 31-35 ans ☐ Plus de 35 ans
4	Quel est votre niveau d'éducation le plus élevé?	☐ Enseignement primaire ☐ Enseignement secondaire (collège/lycée) ☐ Enseignement supérieur (universitaire, grande école, etc.) ☐ Autre (précisez : _____)
5	Quelle est votre principale activité actuelle?	☐ Élève / Étudiant(e) ☐ Employé(e) / Salarié(e) ☐ Entrepreneur(e) / Indépendant(e) ☐ Sans emploi ☐ Autre (précisez : _____)
6	À quelle date (approximative) avez-vous suivi votre dernière formation en EMI?	☐ Moins de 6 mois ☐ Entre 6 mois et 1 an ☐ Entre 1 et 2 ans ☐ Plus de 2 ans

Section 2 : Perception de l'EMI et de la Désinformation

N°	Question	Pas du tout	Peu	Modérément	Bien	Très bien/ Extrêmement
7	Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné(e) par la désinformation?	☐	☐	☐	☐	☐
8	Avant la formation, aviez-vous une bonne compréhension de l'EMI?	☐	☐	☐	☐	☐

9	Après la formation, vous sentez-vous mieux informé(e) sur l'EMI et son importance?	☐	☐	☐	☐	☐
---	--	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

Section 3 : Changement des pratiques informationnelles et numériques

N°	Affirmation	Pas du tout	Un peu	Modérément	Beaucoup	Énormément
10	La formation m'a encouragé(e) à diversifier mes sources d'information.	☐	☐	☐	☐	☐
11	La formation m'a aidé(e) à mieux identifier les « fake news ».	☐	☐	☐	☐	☐
12	Je vérifie plus systématiquement les informations avant de les croire ou partager.	☐	☐	☐	☐	☐
13	Je suis moins enclin(e) à partager des informations non vérifiées.	☐	☐	☐	☐	☐
14	Je me sens plus capable de corriger les erreurs ou fausses infos autour de moi.	☐	☐	☐	☐	☐
15	J'utilise davantage les outils de recherche ou de vérification d'informations.	☐	☐	☐	☐	☐
16	J'ai développé un esprit plus critique face aux contenus médiatiques.	☐	☐	☐	☐	☐
17	Je suis plus attentif(ve) aux intentions et aux lignes éditoriales des médias.	☐	☐	☐	☐	☐
18	Je suis plus conscient(e) de mon rôle de citoyen(ne) numérique responsable.	☐	☐	☐	☐	☐

Section 4 : Engagement post-formation et impact organisationnel/communautaire

N°	Question	Choix de réponses possibles
19	Avez-vous partagé les connaissances acquises en EMI avec d'autres ?	☐ Oui, régulièrement ☐ Oui, occasionnellement ☐ Non, pas du tout
20	Avez-vous initié ou renforcé des actions de lutte contre la désinformation ?	☐ Oui, régulièrement ☐ Oui, occasionnellement ☐ Non, pas du tout
21	Si oui, quelles actions avez-vous menées ?	☐ Dénonciation de la désinformation ☐ Sensibilisation des internautes ☐ Production de vidéos ou textes ☐ Animation d'activités en ligne
22	Si vous êtes membre d'une organisation, avez-vous intégré des principes d'EMI ?	☐ Oui, j'ai initié/participé à des activités d'EMI ☐ Oui, j'ai sensibilisé les membres ☐ Non, pas encore, mais j'aimerais ☐ Non, mon organisation ne s'y prête pas ☐ Je ne fais pas partie d'une organisation
23	Quel est le niveau de soutien que vous percevez pour l'EMI dans votre communauté ?	☐ Très faible ☐ Faible ☐ Modéré ☐ Fort ☐ Très fort

Section 5 : Évaluation générale de la formation

N°	Question	Pas du tout	Peu	Modérément	Utile	Très utile/ Absolu- ment
24	Dans l'ensemble, comment évaluez-vous l'utilité de la formation suivie ?	☐	☐	☐	☐	☐
25	Recommanderiez-vous cette formation à d'autres jeunes ?	☐ Non, pas du tout ☐ Plutôt non ☐ Neutre ☐ Oui, volontiers ☐ Oui, absolument				

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)** est un centre de recherche indépendant fondé en 1979 à Bruxelles.

Ses travaux portent sur :

- les conflits armés, leur gestion, leur prévention et leur résolution, ainsi que leurs impacts humains et écologiques ;
 - les politiques de sécurité et de défense, notamment au niveau européen ou en Afrique ;
- la production, le commerce, l'usage et le contrôle des armements.

Le GRIP entend contribuer à un monde moins armé et plus sûr en faisant la promotion des valeurs de paix, du règlement pacifique des différends et de la sécurité humaine. Il prend en compte dans ses travaux les conséquences humaines, sociales, économiques et écologiques des activités militaires et de production d'armement.

Rejoignez-nous sur www.grip.org.



ÉDUK-MÉDIA naît en 2016 de l'influence grandissante des médias sur les jeunes et à cause du fait que les médias deviennent de nos jours le danger numéro 1 en matière de propagation de la pornographie, intoxication à la révolte, à la violence, de manipulation des masses...

L'espace médiatique camerounais est fortement envahi par les non professionnels qui ne respectent pas l'éthique et la déontologie assignées aux médias et par ceux qui voient dans les médias, un moyen de se faire de l'argent sans respecter les règles morales et éthiques. Il est primordial d'éduquer les populations aux dangers des médias et de transformer leurs utilisations quotidiennes en de véritables armes de connaissance et de développement intellectuel, social, économique et spirituel.

ÉDUK-MÉDIA (Association camerounaise d'éducation aux médias) est une association à but non lucratif qui se donne pour ambition de développer l'esprit critique des individus dans leurs pratiques médiatiques (consommation, production et diffusion des informations médiatiques).

Rejoignez-nous sur www.edukmedia.net

